



PRÉFET DU BAS-RHIN

ARRÊTÉ

du **1 6 SEP. 2013**

mettant en demeure la société LANA Papiers Spéciaux à Strasbourg
de respecter les dispositions de l'article 9.2.b
de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000
réglementant ses installations

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2000 autorisant la société INTERNATIONAL PAPER SA à exploiter les installations de la papeterie de la Robertsau précédemment exploitées par la société IRIDIUM,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 janvier 2003 portant prescriptions complémentaires à la société LANA Manufacture de papiers relatives aux conditions de traitement et de rejet des effluents liquides des installations qu'elle exploite 139 route de la Wantzenau à Strasbourg,
- VU le rapport du 15 juillet 2013 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, établi suite à la visite d'inspection du 21 mai 2013,
- CONSIDÉRANT que lors de la visite du 21 mai 2013, 15 cuves de 1000 l de produits de traitement des eaux résiduaires étaient stockées sur l'aire attenante à la station d'épuration du site sans être associées à une rétention, en infraction aux prescriptions de l'article 9.2.b de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000 susvisé,
- CONSIDÉRANT que lors de la même visite une cuve de 1000 l de lessive de soude et une cuve de 1000 l d'acide phosphorique étaient entreposées dans le bâtiment 33, secteur raffinage, sur la même rétention en infraction aux prescriptions de l'article 9.2.b de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000 qui indique que les produits incompatibles ne doivent pas être associés aux mêmes rétentions,
- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,
- SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin

A R R Ê T E

Article 1^{er} : La société LANA Papiers Spéciaux, dont l'adresse du siège social est 139, route de La Wantzenau à 67000 Strasbourg, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de fabrication de papiers situées à la même adresse, dans un délai de 3 mois, les prescriptions de l'article 9.2.b de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000 reprises ci-après :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

....

Les réservoirs ou réipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société LANA Papiers Spéciaux, le mandataire judiciaire Maître Weil, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de Strasbourg, le Directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal administratif de Strasbourg) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.